

**Revue de presse journalistique et web spéciale
Traité franco-britannique sur la coopération de défense et de sécurité
Du 3 au 5 Novembre 2010**

Sommaire

Extraits du Bien public 03/11/2010.....p 1
 Article Dijonscope 03/11/2010.....p 2
 Article La Gazette 05/11/2010.....p 3
 Article Bien public 05/11/2010.....p 4
 Texte de déclaration.....p 4

Extraits du Bien public 03/11/2010

Valduc, le nouveau site laboratoire du nucléaire en France

<http://www.bienpublic.com/fr/pdf/parutionsPDF.aspx>

Au total, ces deux structures devraient mobiliser « plusieurs dizaines » de spécialistes français et britanniques et coûter « plusieurs centaines de millions d'euros ».

Dans le paisible et médiéval village de Salives, (...) les quelque 250 habitants ne s'inquiètent guère de ces probables essais nucléaires. « Vous savez, pour nous, le site de Valduc fait partie du paysage. Je ne vois pas pourquoi on aurait peur », nous confie une habitante qui a grandi à Salives. « Les gens en rigolent d'ailleurs. De toute façon, en cas de gros incident, les consignes de sécurité sont affichées dans tous les lieux publics. On sait quoi faire », ajoute une employée communale du village.

Si les habitants sont plutôt distants à ce sujet, les élus, eux, se réjouissent de cette bonne nouvelle. (...)

Un signal très positif pour l'économie de notre département», ajoute Bernard Depierre, député de la 1ère circonscription de la Côte-d'Or.



Alain Houpert : un geste de reconnaissance de l'Élysée envers le rural. Je ferai tout pour que le CEA Valduc soit un lieu accueillant pour les chercheurs. » Et de spécifier : « Nicolas Sarkozy m'a confié qu'il voulait faire de Valduc une vitrine du nucléaire en France. »

Celui qui sait le mieux ce qui s'y passera, à savoir Bernard Bigot, administrateur du CEA, reste très évasif quand on l'interroge sur le sujet. « Dans cette nouvelle installation », glisse-t-il dans la conversation, « nous allons faire des rayons X afin d'observer les simulations des armes. Depuis que la France s'est engagée à

arrêter les essais nucléaires, nous avons opté pour la simulation. Il s'agit de toute une série d'études sur les propriétés physiques du nucléaire, sans aucun risque de dégagement d'énergie. Mais avant d'être en fonction en 2014, il faudra encore le construire...»

Pour Henri Revol, président du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire : En tant qu'ancien parlementaire de Bourgogne et de Côte d'Or, je trouve que c'est une très bonne nouvelle. Le centre de Valduc ne peut qu'en être renforcé et deviendra donc un maillon essentiel de notre mission nationale, qui consiste à remplir notre force de dissuasion. Derrière cette annonce, il y aura sûrement de nouveaux emplois...

Roland Essayan, membre du réseau Sortir du nucléaire en Côte-d'Or (une fédération de plus de 800 associations anti-nucléaires) et membre de l'Alliance Écologiste, dénonce le « terrible décalage entre les intérêts de la tribu nucléaire et ceux de la population.

(combien d'hectares va-t-on encore y raser ?) On ne se laissera pas faire !

Pour Thierry Grosjean, représentant de la CAPEN (Confédération associative pour l'environnement et la nature) 71, déplorer un manque d'informations, malgré la création de la SEIVA.

« ON NE SE LAISSERA PAS FAIRE ! »

De leur côté, les comités environnementaux de Bourgogne ne manquent pas de réagir à ce nouveau « laboratoire nucléaire ». Roland Essayan, membre du réseau Sortir du nucléaire en Côte-d'Or (une fédération de plus de 800 associations anti-nucléaires) et membre de l'Alliance Écologiste, dénonce le « terrible décalage entre les intérêts de la tribu nucléaire et ceux de la population. A l'heure où le traité de désarmement nucléaire signé n'est toujours pas appliqué, et où la pollution radioactive des eaux n'est toujours pas considérée comme un délit, le gouvernement a réussi un nouveau tour de passe-passe au profit de l'atome. Est-ce pour trouver une nouvelle justification au site du CEA-Valduc, caché en pleine forêt (combien d'hectares va-t-on encore y raser ?) ? Il est certain que l'augmentation des impacts environnementaux, la militarisation accrue des environs, les transports de matière radioactive par camion et cette tétanisation sur une technologie mortifère ne laisseront pas les riverains et les citoyens dans leur léthargie. On ne se laissera pas faire ! »



Les associations environnementales se prononcent contre le nucléaire. Photo DR

« dirigeants très haut placés ». « Malgré la création de la SEIVA (la structure d'échange et d'information sur Valduc qui évalue et informe sur l'impact du fonctionnement du centre sur l'environnement, la recherche, l'économie locale, dans la mesure où les sujets abordés ne portent pas sur les éléments confidentiels couverts par son classement, NDLR), nous ne pouvons que déplorer un manque d'informations. Je constate une fois de plus que le nucléaire est toujours aussi peu transparent vis-à-vis de la démocratie... Avec Greenpeace et d'autres ONG, nous ne pouvons qu'être inquiets, car il y aura davantage de transports à risque sur les routes de Bourgogne, de matériaux radioactifs. »

« Un vrai manque de transparence... »
Pour Thierry Grosjean, représentant de la CAPEN (Confédération associative pour l'environnement et la nature) 71, cette nouvelle de l'implantation d'un centre de simulation à Valduc est « le fait du Prince » et de

Dijonscope 03/11/2010

Des essais nucléaires en Côte-d'Or, rien que ça...

<http://www.dijonscope.com/008955-des-essais-nucleaires-en-cote-d-or-rien-que-ca>

La [Guerre de Cent ans](#) et la [bataille de Trafalgar](#) semblent bien loin désormais. Plutôt que de s'affronter, les Français et les Anglais préfèrent dorénavant allier leurs forces... et pas n'importe lesquelles: [David Cameron](#), Premier ministre anglais, et Nicolas Sarkozy, président de la République, n'en sont plus à compter leur flotte de navires. Et il ne s'agit pas davantage de faire collaborer leurs généraux mais leurs scientifiques. Car l'accord signé mardi 02 novembre 2010 entre les deux chefs d'État est bien un accord de coopération scientifique en matière nucléaire. En clair, les deux nations vont se



partager le même centre de simulation des armes nucléaires françaises et britanniques. Et quelle région a la chance d'avoir été choisie pour abriter ce fameux laboratoire ? La Bourgogne !

"Zone d'interdiction de photographier et de lever des plans sur 6 km". Si vous avez déjà lu ce panneau, situé à environ 45 kilomètres au nord-ouest de Dijon, alors vous connaissez déjà l'endroit où sera construit le centre de simulation. Vous étiez en effet aux portes du Commissariat à l'énergie atomique de Valduc ([CEA Valduc](#)). Maintenant que le monde entier a les yeux tournés vers la Côte-d'Or, c'est bien mais... que va-t-il s'y passer au juste dans ce laboratoire ?

Selon l'expert des questions militaires de notre confrère [Marianne2.fr](#), "un nouveau centre de radiographie, type [Airix](#), va être installé (...). Avec les supercalculateurs [Tera 10](#) et le [laser mégajoule](#), le système Airix est l'un des éléments du programme de simulation des essais, lancé par la France après la fermeture de [Moruroa](#) en 1996. Il s'agit d'observer ce qu'il se passe au moment de l'implosion, qui "allume" la réaction nucléaire au sein de l'arme. C'est un système de radiographie par rayons X, comparable à ceux utilisés en médecine, mais nettement plus puissant. (...) Ces tests se font avec des matières inertes, proches de celles utilisées pour les armes. Le système actuel ne permet que d'obtenir une seule image, alors que celui qui sera développé au Valduc, d'ici à 2022, permettra de radiographier l'implosion sur plusieurs axes. Un progrès notable, dont on ignore encore le coût" (Lire [ici](#) l'article).

Et le journaliste d'ajouter : "La simulation nucléaire a été rendue indispensable par la décision de ne plus procéder à des essais réels. Les têtes nucléaires évoluent naturellement et il est indispensable de pouvoir évaluer leur vieillissement. La mise au point de nouvelles têtes passent aussi par la simulation. Les physiciens doivent avoir les instruments leur permettant de prouver que leurs équations sont bonnes... et de dire aux politiques que l'arme explosera bien le jour où ils le jugeraient nécessaire".

Donc, pas d'essais semblables à ceux effectués en Polynésie et dans le Sahara algérien ? Quel soulagement ! Mais d'ailleurs, où en sont les vétérans de ces essais nucléaires qui, depuis des années, meurent en nombre de maladies infectieuses et tentent d'être indemnisés par la France (En savoir plus [ici](#)) ? Justement, il y a des nouvelles. Un article du [NouvelObs.com](#) informe en effet que "l'association des vétérans des essais nucléaires ([AVEN](#)) a annoncé mercredi 13 octobre 2010 au soir que le tribunal administratif de Paris avait ordonné au ministère de la Défense de saisir la commission consultative du secret défense concernant les essais nucléaires français réalisés entre 1960 et 1996", durant l'audience du 22 septembre 2010.

"L'action de l'AVEN et de l'Association des travailleurs polynésiens des sites nucléaires ([Moruroa e tatou](#)) devant la justice administrative fait suite au rejet par le ministère de la Défense le 22 octobre 2007 de communications de pièces, sous le couvert du secret défense, rappelle l'association. Le tribunal administratif de Paris a décidé "qu'il sera demandé au ministre de la Défense (ndlr : Hervé Morin) de saisir sans délai la commission consultative du secret de la défense nationale afin qu'elle émette, dans un délai de deux mois à compter de sa saisine, un avis sur la déclassification et la communication des documents visés par les associations requérantes en date du 22 octobre 2007" (Lire [ici](#) l'article).

La Gazette 05/11/2010

Le nucléaire à Valduc : les Verts voient rouge !

<http://www.gazetteinfo.fr/2010/11/05/le-nucleaire-a-valduc-les-verts-voient-rouge/>

Par le biais d'un communiqué, Philippe Hervieu, secrétaire régional des Verts en Bourgogne, est inquiet et en colère suite à l'annonce franco-britannique de la création d'un centre chargé de tester les armes nucléaires françaises et britanniques à Valduc, sur la commune de Salives.

Il était évident que la signature des traités de coopération militaire par Nicolas Sarkozy et le premier ministre britannique David Cameron n'allait pas plaire à tout le monde, et notamment en Côte-d'Or, département directement concerné. En effet, comme nous l'avons signalé mercredi ([lire l'article en cliquant ici](#)), un centre chargé de tester les armes nucléaires françaises et britanniques sera créé à Valduc. Les Verts, par l'intermédiaire de son secrétaire régional Philippe Hervieu, estiment qu'il s'agit d'un « mauvais coup pour la Bourgogne, pour son image liée à la qualité de la vie et pour son attractivité ». « Après le

développement du nucléaire civil via le Pôle Nucléaire Bourguignon, c'est au tour du nucléaire militaire de s'enraciner en Côte d'Or » s'indigne-t-il.

Les Verts s'inquiètent de la transparence du CEA de Valduc : « Nous attendons toujours de la part du CEA de Valduc des explications sur l'origine des concentrations en tritium -élément radioactif- découvertes en quantité 1000 fois supérieures à la normale à un kilomètre de Valduc et encore dix fois supérieur à 40 kilomètres ? » Et également de la circulation des matières radioactives : « Comment vont-elles circuler ? Par la route ? Par air, via l'aéroport de Dijon Longvic désormais ouvert au public ? ». Les écologistes bourguignons « appellent le gouvernement à plus de réalisme et de responsabilité ». **Alain Houpert, maire de Valduc, s'était lui voulu rassurant sur les risques possibles et prie les écologistes d' « arrêter de jouer avec la peur ».**

Bien public 05/11/2010

Valduc : Cap 21 inquiet

<http://www.bienpublic.com/fr/article/4086852/Valduc-Cap-21-inquiet.html>

De Jean Rapenne, délégué régional CAP 21 Bourgogne : « CAP 21 Bourgogne est inquiet et désapprouve les décisions de créer un centre pour tester les armes nucléaires françaises et britanniques à Valduc, sur la commune de Salives, en Côte-d'Or. **Il y a un réel risque d'accroître les pollutions déjà existantes au tritium constatées dans les nappes phréatiques et dans l'atmosphère aujourd'hui, par de nouvelles sources de pollutions, et les risques liés aux transports et aux stockages des matières dangereuses. CAP 21 souligne les incohérences de créer un tel centre d'essai aux portes du nouveau parc naturel national, dans un contexte de crise économique où il serait plus judicieux d'investir dans la paix, l'éducation, la santé, les nouvelles énergies ...** plutôt que dans les armes de guerre. La Côte-d'Or n'a rien à gagner dans ces initiatives qui vont à l'encontre de l'intérêt du territoire et de ses hommes ; la Côte-d'Or doit inscrire son développement économique et social et son environnement dans des logiques plus qualitatives et plus citoyennes. »

Déclaration franco-britannique sur la coopération de défense et de sécurité, le 2 novembre 2010.

<http://discours.vie-publique.fr/notices/102002346.html>

Circonstances : Déplacement du Président de la République à Londres à l'occasion du Sommet Franco-Britannique, le 2 novembre 2010

1. Le Royaume-Uni et la France sont des partenaires naturels en matière de sécurité et de défense. Membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, Alliés de l'OTAN, membres de l'Union européenne et États dotés d'armes nucléaires, nous avons en commun un grand nombre d'intérêts et de responsabilités. Nous sommes fiers de nos forces armées exceptionnelles et expérimentées, ainsi que de nos industries de défense performantes.

2. Nous sommes déterminés à jouer un rôle leader en matière de sécurité et de défense. La sécurité et la prospérité sont indissociables. C'est pourquoi nous investissons, à nous deux, la moitié des budgets de défense des pays européens et les deux tiers des dépenses de recherche et de technologie. Nous sommes au nombre des contributeurs les plus actifs aux opérations en Afghanistan et dans d'autres zones de crises. De même, nous sommes parmi les rares pays à avoir la capacité et la volonté d'assumer les missions militaires les plus exigeantes. Aujourd'hui, nous avons atteint un niveau de confiance mutuelle sans précédent dans notre histoire.

3. Nous devons faire face ensemble à de nouveaux défis tels que la prolifération des armes de destruction massive et des missiles balistiques, le terrorisme, les cyberattaques et ceux qui pèsent sur la sécurité

maritime et spatiale. Nous devons être prêts à prévenir, dissuader, contrecarrer et combattre ces menaces. Plus que jamais, nous avons besoin de capacités de défense robustes, qui puissent être déployées rapidement et puissent agir ensemble et avec un grand nombre d'alliés.

4. En outre, nos intérêts vitaux peuvent aussi être menacés à tout moment. Nous n'envisageons aucune situation où les intérêts vitaux de l'une de nos deux Nations pourraient être menacés sans que ceux de l'autre le soient aussi.

5. Aujourd'hui, nous avons décidé de renforcer encore notre coopération. Nous voulons mettre nos forces en mesure d'agir ensemble, optimiser nos capacités et mieux rentabiliser notre investissement de défense. Nous prévoyons d'accroître les domaines et les ambitions de nos programmes communs d'équipements de défense et de stimuler une étroite coopération industrielle.

6. Cette coopération profitera à l'ensemble de nos alliés et contribuera à la sécurité de l'Alliance atlantique, de l'Union européenne et de nos amis partout dans le monde.

* Défense

7. Nous avons décidé :

a) de signer un Traité de coopération en matière de défense et de sécurité afin de développer la coopération entre nos forces armées, le partage et la mutualisation de matériels et d'équipements, y compris par une interdépendance mutuelle, la construction d'installations communes, l'accès mutuel à nos marchés de défense et la coopération industrielle et technologique ;

b) de coopérer dans les technologies liées à la gestion des arsenaux nucléaires, afin de garantir nos capacités de dissuasion nucléaire indépendantes respectives. Nous le ferons dans le plein respect de nos obligations internationales. Nous allons engager une coopération sans précédent dans une installation commune à Valduc (France) où sera modélisée la performance de nos têtes nucléaires et des équipements associés, afin d'en assurer la viabilité, la sécurité et la sûreté à long terme. Un Centre de développement technologique commun à Aldermaston (Royaume-Uni) soutiendra ce projet ;

c) de signer une lettre d'intention portant création d'un nouveau cadre d'échanges entre nos forces armées sur des questions opérationnelles ;

d) de demander au Groupe de travail franco-britannique de haut niveau d'intensifier ses travaux sur la coopération industrielle et d'armement ; et

e) de mener des initiatives communes dans les domaines détaillés ci-après.

* Opérations et formation

8. Force expéditionnaire commune interarmées. Nous mettrons en place une Force expéditionnaire commune interarmées adaptée à toute une série de scénarios, y compris des opérations de haute intensité. Cette Force associera les trois armées. Elle comprendra une composante terrestre composée de formations au niveau brigade, une composante maritime et une composante aérienne avec leurs états-majors associés, ainsi que la logistique et les fonctions de soutien. Il ne s'agira pas d'une force permanente, mais elle sera disponible avec un préavis pour des opérations bilatérales, de l'OTAN, de l'Union européenne, des Nations Unies ou d'autres opérations. Nous commencerons par des exercices aériens et terrestres conjoints en 2011 et développerons ce concept d'ici le prochain Sommet franco-britannique, afin qu'il soit pleinement opérationnel dans les années qui suivront. Cette Force favorisera une interopérabilité accrue et la cohérence en matière de doctrine militaire, de formation et de besoins d'équipement.

9. Porte-avions. Le Royaume-Uni a décidé d'installer des catapultes et des dispositifs d'arrêt sur son futur porte-avions opérationnel. Ceci permettra aux avions britanniques et français d'opérer à partir des porte-

avons des deux pays. A partir d'abord d'une coopération sur un groupe maritime autour du porte-avions Charles de Gaulle, le Royaume-Uni et la France se doteront, d'ici le début des années 2020, de la capacité à déployer une force aéronavale d'attaque intégrée franco-britannique composée d'éléments des deux pays. Ceci permettra à la Royal Navy et à la Marine française de travailler dans la plus étroite coordination pendant les 30 prochaines années.

* Équipement et capacités

10. Soutien A400M. Nous développons un plan de soutien commun pour nos futures flottes d'avions de transport A400M. Ceci permettra de réduire les coûts, d'améliorer la disponibilité des avions et d'ouvrir la voie à une coopération renforcée en matière de maintenance, de logistique et de formation, pour les opérations à partir du territoire national ou de l'étranger. La négociation avec l'industriel est entrée dans sa phase finale, en vue de conclure un contrat unique avec Airbus Military, à la fin de 2011, pour qu'un soutien intégré soit en place pour l'arrivée du premier A400M français en 2013.

11. Formation A400M. Nous créerons un groupe bilatéral d'utilisateurs commun pour faciliter la coopération en matière de développement des systèmes de formation A400M, de techniques et de procédures opérationnelles, ainsi que pour les formations sur simulateur et en vol.

12. Technologies et systèmes pour les sous-marins. Nous prévoyons de développer ensemble des équipements et technologies pour la prochaine génération de sous-marins nucléaires. À cette fin, nous lancerons une étude commune et conclurons des accords en 2011. Cette coopération nous permettra de soutenir et de rationaliser notre base industrielle commune et de réaliser des économies en partageant les activités de développement, les méthodes de passation des marchés et l'expertise technique.

13. Guerre contre les mines maritimes. Nous harmoniserons nos plans concernant les équipements et systèmes antimines. Ceci pourrait renforcer l'efficacité, assurer l'interopérabilité et contribuer à soutenir la base industrielle franco-britannique dans le secteur sous-marin. A cette fin, nous mettrons en place en 2011 une équipe de projet commune pour définir les spécifications d'un prototype de système antimines.

14. Communications par satellite. Nous allons évaluer le potentiel de coopération sur les futures communications militaires par satellite. Notre objectif est de réduire les coûts généraux tout en préservant la souveraineté nationale. Nous allons mener à bien une étude de concept commune en 2011 pour les prochains satellites qui entreront en service entre 2018 et 2022.

15. Ravitaillement en vol et transport aérien passagers. Nous étudions actuellement la possibilité d'utiliser les capacités excédentaires qui pourraient être mises à disposition dans le cadre du programme britannique FSTA (Future Strategic Tanker Aircraft) pour répondre aux besoins de la France en matière de ravitaillement en vol et de transport aérien militaire, dans des conditions financièrement acceptables pour les deux pays.

* Drones

16. Les drones sont devenus essentiels pour nos forces armées. Nous sommes convenus de travailler ensemble sur la prochaine génération de drones de surveillance moyenne altitude et longue endurance. Cette coopération permettra de partager les coûts de développement, de soutien et de formation, et de faire en sorte que nos forces soient interopérables. Nous lancerons en 2011 une phase d'évaluation concurrentielle financée conjointement, dans la perspective de développer de nouveaux équipements entre 2015 et 2020.

17. Pour le plus long terme, nous évaluerons ensemble les besoins et les options pour la prochaine génération de drones de combat à partir de 2030. En nous appuyant sur les travaux déjà engagés sous la direction du Groupe de travail franco-britannique de haut niveau, nous élaborerons au cours des deux années à venir une feuille de route technologique et industrielle commune. Ceci pourrait aboutir à la

décision de lancer en 2012 un programme commun technologique et opérationnel de démonstrateur de 2013 à 2018.

* Industrie de défense

18. Nous sommes parvenus à un accord sur un plan stratégique décennal concernant le secteur britannique et français des missiles. Nous allons travailler à la mise en place d'un maître d'œuvre industriel européen unique et à la réalisation d'économies pouvant aller jusqu'à 30 %. Cette stratégie optimisera la fourniture de capacités militaires, adaptera nos technologies plus efficacement, permettra une interdépendance accrue et consolidera notre base industrielle dans le secteur des missiles. Nous prévoyons de lancer en 2011 une série de projets dans le domaine des missiles (développement du missile antisurface naval léger FASGW(H)/ANL, évaluation des améliorations des missiles de croisière Scalp/Storm Shadow et feuille de route commune pour les technologies de défense aérienne à courte portée). La coopération dans ce secteur industriel servira de test pour des initiatives dans d'autres secteurs industriels.

* Recherche et technologie

19. Nous continuerons de mettre en œuvre une coopération importante en matière de recherche et de technologie, en consacrant chacun un budget annuel de 50 millions d'euros à des projets communs de recherche et développement. Notre objectif est d'accroître si possible ce montant. Nos travaux communs se concentreront sur dix domaines prioritaires comprenant notamment des recherches essentielles pour les communications par satellite, les drones, les systèmes navals et les missiles. Ils porteront également sur de nouveaux domaines industriels essentiels, notamment les capteurs, les technologies de guerre électronique et d'autres équipements, ainsi qu'à des domaines innovants tels que la simulation et un programme de PhD co-financé.

* Cybersécurité

20. Les cyberattaques sont un défi croissant pour la sécurité des États et les infrastructures nationales critiques, particulièrement en période de conflit. Nos infrastructures nationales dépendent de plus en plus des technologies de l'information en ligne et sur des réseaux informatiques. La France et le Royaume-Uni feront face ensemble aux menaces croissantes qui pèsent sur la sécurité de leurs systèmes d'information. C'est pourquoi nous avons agréé un cadre régissant notre coopération dans ce domaine crucial. Il permettra de renforcer la résilience de nos systèmes nationaux et communs

* Lutte contre le terrorisme

21. Nous sommes déterminés à lutter contre toutes les formes de terrorisme, à l'intérieur et à l'extérieur de nos pays. Nous demeurons vigilants face aux menaces qui pèsent actuellement sur eux. Nous prévoyons de renforcer notre excellente coopération dans les domaines suivants : détection précoce des activités terroristes et du recrutement des terroristes ; partage des informations sur les modifications de l'évaluation du niveau de la menace terroriste ; prévention des menaces terroristes dans les domaines nucléaire, radiologique, biologique, chimique et explosif, notamment avec le programme Cyclamen de contrôle du trafic transitant par le Tunnel sous la Manche ; protection de nos populations et des infrastructures critiques ; sûreté de l'aviation commerciale ; soutien au développement de capacités de nos partenaires non européens dans leur lutte contre le terrorisme.

* Sécurité internationale

* OTAN

22. L'OTAN demeure le garant essentiel de la sécurité de l'Europe. Nous partageons les mêmes objectifs pour le prochain Sommet de l'OTAN à Lisbonne. En particulier, nous souhaitons que soient prises d'importantes décisions en matière de réforme, destinées à assurer l'efficacité et le bon fonctionnement de l'OTAN. Nous voulons également un nouveau Concept stratégique qui affirme l'engagement constant de l'OTAN à assurer la défense collective de nos territoires, à répondre aux menaces pour la sécurité des Alliés quelle qu'en soit l'origine et aux nouvelles menaces contre les intérêts de sécurité fondamentaux des Alliés, et qui affirme le souhait de l'OTAN de travailler avec un grand nombre de partenaires. Dans ce contexte, nous chercherons à mettre en oeuvre une étroite coopération dans tous les domaines entre l'OTAN et l'UE ainsi qu'un partenariat dans la durée entre l'OTAN et la Russie, sur la base de coopérations concrètes et de la réciprocité.

23. Tant qu'il existera des armes nucléaires, l'OTAN demeurera une alliance nucléaire. Les forces nucléaires stratégiques indépendantes du Royaume-Uni et de la France, qui ont un rôle de dissuasion propre, contribuent à la dissuasion globale et, par conséquent, à la sécurité des Alliés. Nos dissuasions nucléaires nationales minimales sont nécessaires pour parer à toute menace pesant sur nos intérêts vitaux. Nous soutiendrons à Lisbonne une décision concernant la défense antimissiles des territoires, reposant sur le développement du système antimissiles de théâtre ALTBMD, qui soit financièrement réaliste, cohérente avec le niveau de la menace émanant du Moyen-Orient, et permette un partenariat avec la Russie. La défense antimissiles est un complément et non un substitut à la dissuasion.

* Union européenne

24. Nous continuons de soutenir les objectifs et la mise en oeuvre complète des décisions prises en décembre 2008 par le Conseil européen, sous la présidence française de l'UE. En particulier, nous encourageons tous les membres de l'Union européenne à développer leurs capacités militaires, civiles et civilo-militaires afin d'être plus efficaces en matière de sécurité et de gestion des crises.

25. Les opérations de l'Union européenne au large des côtes de la Somalie et en Géorgie, en Bosnie et au Kosovo contribuent à la sécurité globale des Alliés de l'OTAN. Nous encouragerons une coopération plus étroite et la complémentarité entre l'UE et l'OTAN.

Nous espérons de nouveaux progrès d'ici la fin de 2011 et dans cette perspective, nous travaillerons avec les présidences belge, hongroise et polonaise de l'UE.

* Lutte contre la prolifération

26. La prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs est l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité internationales. Nous travaillerons à renforcer le Traité sur la non-prolifération nucléaire qui est l'un des piliers de l'architecture de sécurité internationale. Nous appuierons les efforts en cours concernant les trois piliers du Traité : non-prolifération, utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et désarmement. Nous appelons tous les pays à adopter des mesures énergiques pour contrecarrer l'action des pays proliférants tels que l'Iran et la Corée du Nord.

* Iran

27. Les activités de prolifération nucléaire de l'Iran et ses violations persistantes des résolutions de l'AIEA et du Conseil de sécurité de l'ONU sont extrêmement préoccupantes. Une décision des dirigeants iraniens de se conformer à ces résolutions et de lever ainsi les préoccupations de la communauté internationale ouvrirait pour le peuple iranien de nombreuses opportunités nouvelles. Nous appelons l'Iran à s'engager dans un dialogue sérieux avec les Six, pour parvenir à une solution crédible dans le respect des résolutions du Conseil de sécurité. Elle offrirait une garantie à long terme sur la nature pacifique du programme nucléaire iranien. En attendant un accord sur une telle solution, nous appelons tous les pays à suivre l'exemple de l'UE en appliquant des sanctions strictes et ciblées.

* Afghanistan

28. Nous rendons hommage à nos forces en Afghanistan, ainsi qu'à leurs camarades afghans et de la FIAS, pour leur courage et leur sacrifice. La stabilité à long terme de l'Afghanistan et du Pakistan et l'élimination de la menace terroriste sont cruciales pour notre sécurité. Les efforts des Afghans et de la communauté internationale portent leurs fruits. Nous renforcerons notre contribution aux actions de formation conduites par l'OTAN en faveur des forces afghanes. Lors du Sommet de Lisbonne, nous attendons de l'OTAN qu'elle lance un processus de transition ordonnée, afin de transférer les responsabilités en matière de sécurité aux autorités afghanes dans les régions où la situation le permet. Nous appelons également les autorités afghanes, conformément à leurs engagements, à améliorer la gouvernance et à lutter contre le trafic de drogue. Nous soutenons les efforts du Gouvernement afghan pour tendre la main à ceux qui renoncent au terrorisme, rompent toute relation avec Al Qaïda et acceptent le cadre constitutionnel afghan.

* Pakistan

29. Nous reconnaissons que le Pakistan est confronté à des défis majeurs : des inondations dévastatrices, un extrémisme et un militantisme violents, la mise en oeuvre de réformes démocratiques et assurer la stabilité économique. Nous sommes déterminés à aider le Pakistan à se transformer en un pays plus stable, plus prospère et plus démocratique, en lui apportant une aide au développement et en encourageant le développement du commerce et de l'investissement. Nous instaurerons un partenariat à long terme avec le Pakistan, à titre bilatéral et par l'intermédiaire de l'UE et du Groupe des amis du Pakistan démocratique. Nous reconnaissons que le Pakistan a renforcé sa lutte contre l'extrémisme violent sur son territoire, mais nous appelons les autorités civiles et militaires pakistanaises à redoubler d'efforts pour combattre et éliminer les réseaux terroristes et les sanctuaires talibans.

* Conclusion

30. Nous avons demandé au Groupe de haut niveau, qui sera créé en application du nouveau Traité de coopération en matière de défense et de sécurité, de superviser les travaux dans tous ces domaines et de nous rendre compte lors de notre prochain Sommet, qui se tiendra en France en 2011.